

PAR COURRIER ÉLECTRONIQUE

Le 17 janvier 2018

Objet : Demande d'accès aux documents - Décision

V/Réf. : Connexions à des sites pornographiques au ministère de la Justice

N/Réf. : C-76729

Madame,

Conformément à la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, chapitre A-2.1, ci-après nommée « Loi sur l'accès »), nous avons traité votre demande d'accès reçue le 9 janvier dernier laquelle se lit comme suit :

« j'aimerais obtenir tous les documents ou tableaux résumés me permettant de savoir combien il y a eu de connexions ou de tentatives de connexions à des sites pornographiques, par mois, en 2017, sur le réseau informatique du ministère de la Justice ».


Décision

Nous donnons suite à votre demande. Vous trouverez ci-joint un tableau en réponse à celle-ci.

Recours

Conformément à l'article 51 de la Loi sur l'accès, nous vous informons que vous pouvez, en vertu de la section III du chapitre IV de cette loi (article 135 et suivants), faire une demande de révision à l'égard de cette décision en vous adressant à la Commission d'accès à l'information dans les trente (30) jours suivant la date de la présente décision. À cet effet, vous trouverez joint à la présente le document intitulé *Avis de recours*.

Nous vous prions d'agréer, Madame, l'expression de nos sentiments les meilleurs.


Marie-Claude Daraiche, avocate
Responsable de l'accès aux documents

p. j. 2



Rapport des accès aux sites pornographiques

- Tous les sites se trouvant dans la catégorie « Pornographie » sont bloqués sur le réseau du Ministère de la Justice. Seules les personnes ayant eu une autorisation, suivant une demande justifiée, peuvent y avoir accès.
- Si un accès se fait sur un site contenant une bannière de publicités à caractère pornographique, la publicité sera bloquée, mais cela va être considéré comme une tentative d'accès. Ce n'est donc pas nécessairement parce qu'un utilisateur veut explicitement accéder à un site bloqué. Nous ne pouvons pas faire la différence entre les deux.
- Si un utilisateur se trouve sur une page qui a une bannière à contenu pornographique et que la page s'actualise (que ça soit une actualisation automatique générée par le site ou manuellement par l'utilisateur), cela est considéré comme une nouvelle tentative.

<u>Janvier 2017</u> Accès : 0 Tentatives : 10987	<u>Juillet 2017</u> Accès : 0 Tentatives : 16639
<u>Février 2017</u> Accès : 0 Tentatives : 11531	<u>Août 2017</u> Accès : 0 Tentatives : 5325
<u>Mars 2017</u> Accès : 1 Tentatives : 6850	<u>Septembre 2017</u> Accès : 0 Tentatives : 5767
<u>Avril 2017</u> Accès : 0 Tentatives : 14614	<u>Octobre 2017</u> Accès : 0 Tentatives : 7021
<u>Mai 2017</u> Accès : 0 Tentatives : 11742	<u>Novembre 2017</u> Accès : 0 Tentatives : 8325
<u>Juin 2017</u> Accès : 0 Tentatives : 21735	<u>Décembre 2017</u> Accès : 0 Tentatives : 15276

AVIS DE RECOURS RÉVISION DEVANT LA COMMISSION D'ACCÈS À L'INFORMATION

a) POUVOIR

L'article 135 de la Loi prévoit qu'une personne peut, lorsque sa demande écrite a été refusée en tout ou en partie par le responsable de l'accès aux documents ou de la protection des renseignements personnels ou dans le cas où le délai prévu pour répondre est expiré, demander à la Commission d'accès à l'information de réviser cette décision.

La demande de révision doit être faite par écrit; elle peut exposer brièvement les raisons pour lesquelles la décision devrait être révisée (art. 137).

L'adresse de la Commission d'accès à l'information est la suivante :

QUÉBEC

**525, boul. René-Lévesque Est
Bureau 2.36
Québec (Québec) G1R 5S9**

**Tél. : 418 528-7741
Numéro sans frais : 1 888 528-7741
Télécopieur : 418 529-3102**

MONTRÉAL

**500, boul. René-Lévesque Ouest
Bureau 18.200
Montréal (Québec) H2Z 1W7**

**Tél. : 514 873-4196
Numéro sans frais : 1 888 528-7741
Télécopieur : 514 844-6170**

b) MOTIFS

Les motifs relatifs à la révision peuvent porter sur la décision, sur le délai de traitement de la demande, sur le mode d'accès à un document ou à un enregistrement, sur les frais exigibles ou sur l'application de l'article 9 (notes personnelles inscrites sur un document, esquisses, ébauches, brouillons, notes préparatoires ou autres documents de même nature qui ne sont pas considérés comme des documents d'un organisme public).

c) DÉLAIS

Les demandes de révision doivent être adressées à la Commission d'accès à l'information dans les trente (30) jours suivant la date de la décision ou de l'expiration du délai accordé au responsable pour répondre à une demande (art. 135).

La Loi prévoit spécifiquement que la Commission d'accès à l'information peut, pour motif raisonnable, relever le requérant du défaut de respecter le délai de trente (30) jours (art. 135).

APPEL DEVANT LA COUR DU QUÉBEC

a) POUVOIR

L'article 147 de la Loi sur l'accès stipule qu'une personne directement intéressée peut interjeter appel sur toute question de droit ou de compétence, devant le juge de la Cour du Québec, de la décision finale de la Commission, y compris une ordonnance de la Commission rendue au terme d'une enquête, ou, sur permission d'un juge de cette Cour, d'une décision interlocutoire à laquelle la décision finale ne pourra remédier.

b) DÉLAIS ET FRAIS

L'article 149 de la Loi sur l'accès stipule que l'appel est formé par le dépôt auprès de la Cour du Québec d'un avis à cet effet précisant les questions de droit ou de compétence qui devraient être examinées en appel.

L'avis d'appel doit être déposé au greffe de la Cour du Québec dans les trente (30) jours qui suivent la date de la réception de la décision finale par les parties.

c) PROCÉDURE

Selon l'article 151 de la Loi sur l'accès, l'avis d'appel doit être signifié aux parties et à la Commission dans les dix (10) jours de son dépôt au greffe de la Cour du Québec.

Le secrétaire de la Commission transmet au greffe, pour tenir lieu de dossier conjoint, un exemplaire de la décision contestée et les pièces de la contestation.